

**De l'importance de la distance entre représentants et
« prétendus représentés » dans certaines luttes urbaines : le
cas du Sillon de Bretagne**
An Experimental Public Housing Project in Nantes
El Surco de Bretaña

Lucien Nizard

Number 4 (44), Fall 1980

Logement et luttes urbaines

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1035058ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1035058ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (print)

2369-6400 (digital)

[Explore this journal](#)

Article abstract

An experimental public housing project in Nantes sought to prove that the disastrous effects of ghettoization could be reduced through an architectural and management policy of social integration. Economic, legal and political constraints however, proved to be much more stubborn than had been previously realized.

This article shows how the relationships that individuals establish with their environment are much more strongly determined by their social class than by any architectural innovation that tries to define the places, roles and functions of residents.

With this in mind, the author then goes on to analyze the various actors involved in this project: the administrators, the tenants union representatives and the tenants themselves. The administrators and union representative proved to be socially, much closer to each other, in spite of real conflicts between them, than either of them were to the tenants as a whole. This situation raises the difficult questions related to ways of implementing "legitimate representation".

Cite this article

Nizard, L. (1980). De l'importance de la distance entre représentants et « prétendus représentés » dans certaines luttes urbaines : le cas du Sillon de Bretagne. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (4), 176–182.
<https://doi.org/10.7202/1035058ar>

De l'importance de la distance entre représentants et « prétendus représentés » dans certaines luttes urbaines : le cas du Sillon de Bretagne

L. Nizard

Présentation sommaire de l'étude sur le Sillon de Bretagne

Chacun a pu éprouver avec plus ou moins de désenchantement et de philosophie, dans son champ d'intervention, quelle distance il y a entre un projet et sa réalisation ; même si l'on a appris à être réaliste, donc à prévoir quelles résistances, quels obstacles viendront imposer leurs contraintes à l'idée innovatrice qui a motivé notre initiative, on est souvent étonné par l'importance de la déformation provoquée par le milieu qui, en l'accueillant, la transforme. Les lois de la réfraction ont leur équivalent dans le milieu social.

Elles sont seulement plus complexes. Chacun donc, anticipant leurs effets, s'efforce d'organiser son projet en tenant compte des contraintes que le temps réel, l'espace, les pouvoirs effectifs imposent à toute idée pour qu'elle puisse être opératoire, et non pas seulement expressive ou ludique.

Pourtant, si le projet est quelque peu nouveau, aucun système d'information et de prévision ne permet d'éviter que la réalisation ne nous surprenne. La réalité, je veux dire ce qui nous résiste, est toujours plus complexe, singulière, inattendue que la représentation que nous nous en faisons « a priori » ; car les expériences les plus riches sont bien pauvrement informées par rapport à la complexité et aux contradictions effectives de ce donné immense que nous ne pouvons réduire à quelques données saisissables qu'en l'appauvrissant singulièrement.

Mais enfin, agir c'est choisir, c'est-à-dire, simplifier, donc prendre les risques inhérents à toute simplification ; plus celle-ci marque les prévisions et plus l'inattendu advient ; ainsi crée-t-on soi-même les conditions de l'irruption et de la structure de sa propre surprise.

*Le Sillon de Bretagne*¹, ensemble immobilier réalisé à la périphérie de Nantes a été « projeté » par un groupe politique aux idées généreuses qui entendait prouver que la ségrégation sociale et les effets qu'il lui attribuait, (isolement, hostilité, inertie) n'était pas une fatalité définitive et que l'art des hommes, architectural, sociologique, etc., pouvait la réduire, voire la transformer.

Les contraintes économiques, juridiques, politiques rencontrées dans le processus en transformation du projet en programme, puis du programme en béton ont été bien plus considérables qu'il n'avait été envisagé.

Mais il faut aller plus loin ; cette déformation inéluctable, qui tient à la transformation d'une idée abstraite en implantation effective dans un temps, dans un lieu, n'a pas totalement dénaturé la conception des initiateurs ; et pourtant, les effets sociaux constatables ne paraissent pas conformes à ceux qui étaient attendus : l'hostilité, le conflit, le silence argueux semblent fleurir sur ce territoire de « réconciliation ».

Aussi, la déception s'accompagne de démobilisation : les auteurs ne reconnaissent plus leur oeuvre et les génoteurs leur enfant.

Cette « innovation » leur paraît peu porteuse de changements.

C'est qu'en effet, ces marginaux ne l'étaient pas autant qu'ils le croyaient ; leur projet s'inscrivait dans une conception de la générosité qui n'échappait pas à l'influence des idées sur l'habitat contre lesquelles ils s'élevaient. Les rapports sociaux qui se nouent, se vivent, et s'imaginent dans le Sillon de Bretagne n'ont que peu de rapport avec ceux qu'ils avaient entendu susciter.

Comment les habitants du Sillon établissent des rapports entre eux, se perçoivent et se situent.

Il est vain de prétendre répondre de façon complète.

Pour de nombreuses raisons, en effet, cette étude ne saisit de l'iceberg des rapports sociaux qu'une petite fraction, celle qui est visible, appréhendable.

D'une part, au cours des entretiens, qui sont ici la source principale d'information, les habitants ne livrent jamais qu'une faible partie de leur vécu, la plus acceptable, la moins singulière.

Surtout, « l'habiter » n'est qu'une petite part de l'activité d'un individu productif dans une société industrialisée capitaliste ou non. Celui-ci passe une grande partie de son temps hors du Sillon ; si bien que des pratiques essentielles constitutives du vécu, de la représentation du monde de tel individu se déroulent hors du Sillon. Chacun se lie, ailleurs, à des groupes, à des individus dont il se sépare lorsqu'il rentre dîner et dormir au Sillon.

Pourtant, si tout homme mène une vie dispersée dans l'espace, éclatée dans ses pratiques, écartelée dans ses désirs, c'est par rapport à un vécu unique que ces éléments contradictoires se constituent en un ensemble interdépendant.

La façon d'utiliser l'habitat, et de l'apprécier tient davantage à cette structuration sociale qui situe globalement tel individu qu'à la structure architecturale qui prétend définir les places, les fonctions et les rôles des habitants.

C'est dire que les *rôles sociaux* (appartenance de classe, de culture, pratiques sociales différenciées) permettent seuls de comprendre les *rôles* joués et *vécus par rapport au Sillon*. Nous n'avons plus affaire à des habitants plus ou moins homogènes ou interchangeables mais à des ouvriers ou petits

commerçants ou cadres, hommes ou femmes, français ou immigrés nourris de telle ou telle culture et qui, parce qu'ils vivent différemment, habiteront différemment ce même espace, conçu selon un seul projet, et feront ainsi éclater son utopique fonctionnalité.

Précisons et illustrons :

Abandonnons tout de suite une conclusion très simple : le Sillon n'est pas l'enfer réalisé sur le pavé des bonnes intentions du Paradis social recherché et voulu par ses créateurs ; l'enfer à sa façon est aussi cohérent que le paradis. Or, ce que l'étude révèle c'est l'extraordinaire diversité des perceptions positives ou négatives de chacun ; c'est que prévalent les différences sur les ressemblances. Est-ce à dire que chaque habitant est un cas individuel dont seule la biographie complète permettrait de comprendre les principales réactions à l'habitat ? Non ! quelques ensembles sociaux apparaissent qui, regroupant des pratiques et des appartenances similaires, permettent de discerner des types de comportements et d'attitudes.

Ainsi, *les intellectuels*, militants ou non, qui ont partagé l'illusion des initiateurs sont-ils les plus déçus ; ils parlent d'échec et démontrent ainsi que l'expérience leur a peu appris.

Pour *les immigrés* en voie d'intégration culturelle, le Sillon est valorisé : il leur offre en effet des moyens matériels de promotion et de bien-être que leur situation ascendante et leur croissante assurance dans leurs capacités leur permet d'utiliser.

Quant *au reste de la population française*, relevons un clivage fondamental entre ceux qui travaillent hors du Sillon (hommes et femmes) et ceux qui y restent (surtout les femmes) ; les premiers manifestent une distance nette par rapport à l'habiter, alors que les seconds paraissent plongés dans un monde clos d'insécurité, de saleté et d'angoisse.

On ne peut que constater le hiatus qui existe entre les appréciations et le vécu des responsables à un titre quelconque (gestionnaires du Sillon, responsables d'associations de locataires, militants politiques) et celui des simples occupants sans responsabilités organisationnelles. Les premiers vivent dans un monde simplifié, doté de tableaux de bord relativement clairs ; ils utilisent un langage largement homogène ; ils paraissent bien maîtriser leurs propres pratiques. Mais, ils ne peuvent guère maîtriser les comportements de leurs soi-disant

mandants car ceux-ci vivent et expriment dans une autre langue, compacte, concrète, peu articulée et peu cohérente, l'emprise différente d'une réalité multiforme qui « les agit ».

Mais, les premiers peuvent-ils maîtriser quoi que ce soit, sans comprendre quelque peu le langage non fonctionnel des seconds ?

C'est à illustrer ce hiatus entre représentants et représentés que sera consacré le développement qui suit.

Les responsables et les ... autres

On est frappé de la différence de langage et de discours entre représentants d'organisations et simples locataires. C'est là en effet, que s'établit d'emblée le hiatus essentiel ; et non, comme on aurait pu s'y attendre entre représentants de la *gestion* (dirigeants du Home Atlantique, responsables des différents services sociaux et culturels, etc.) et représentants du *contrôle* (les différents syndicats de locataires). Pourtant les seconds s'opposent nettement aux premiers et entendent exprimer la tension, l'intensité des besoins non satisfaits des locataires face aux « gestionnaires de la pénurie ». En fait bien des éléments permettent d'établir que leur communauté d'appartenance l'emporte sur leurs oppositions de rôle.

Tout ici confirme que le *conflit organisé* exprime plus de ressemblances entre les parties opposées, les rôles antagonistes, que le silence et l'absence ; car cette indifférence ou cette passivité évoquées par les responsables signifie avant tout que les locataires vivent *ailleurs* que dans ces rapports structurés par les organisations ; au contraire, les adversaires sont partenaires ; leurs rôles conflictuels sont complémentaires ; ils se soutiennent et s'appuient même, pour partie.

Tout l'atteste : communauté de langage, communauté de choix, communauté d'analyse rationnelle et stratégique, même identification des problèmes, même recherche de la représentativité.

Il est d'abord remarquable que seuls les responsables ou les militants expriment qu'ils ont choisi de venir loger au Sillon de Bretagne attirés par des affinités amicales, par leur orientation politique, ou par une certaine sensibilité aux conceptions du projet originaire. (Les locataires au contraire disent généralement qu'ils ont *dû* s'y installer).

Ainsi le médecin du Sillon : « il y a un mythe du collectif... qui apparaît dominer un certain nombre de gens de façon regroupée... et c'était quand même en liaison avec ces gens là que nous sommes venus... nous y installer... sans même que ce soit à la demande de l'association ou autre... »

Et tel militant : « on pouvait avoir un logement dans les 15 jours ici... puis on connaissait des gens ici... on était au courant d'un certain engagement sur le coin et... ça nous tentait quand même. »

Cette même structure d'intérêt révélée par la convergence des choix est aussi attestée par la *communauté de langage* : les *mots* utilisés pour désigner les relations à l'habitat, ou exprimer les rapports sociaux que les hommes nouent entre eux, sont de la même façon empruntés à un code commun issu de la doctrine administrative et de la recherche qui s'y lie, amendé et complété par les praticiens ; on en a souvent souligné la fonctionnalité. Porte-paroles des besoins et porte-paroles des fonctions parlent la même langue s'ils mettent l'accent sur des aspects différents : équipements, « animation », information, concertation, besoins, prise en charge, passivité ; par dessus tout peut-être, cette « vie sociale » si souvent souhaitée et regrettée, projetée et organisée, ni l'effectivité, ni le sens n'en sont évidents. Parfois, un doute apparaît à son sujet mais il est vite dissipé par l'intervention de l'écran organisationnel. Ainsi, le responsable du Home Atlantique affirme que « Le Sillon est à la limite probablement l'une des cités les plus *animées* de Nantes... y a en fait une réalité de *vie sociale* au Sillon... non pas en tant que de voisinage mais en tant que lieu d'existence *d'organisations*... y a une foule d'organisations au Sillon... ce qui est significatif c'est qu'il y ait suffisamment de militants pour qu'on arrive même à des désaccords entre eux. »

Mais le même interlocuteur affirme, sans sourciller, en vrai démiurge, que le rôle des responsables est « de faciliter la vie collective et d'encourager sa *création* »²

Il est remarquable que, parfois, lorsque le responsable est en même temps locataire au Sillon, deux langages différents se juxtaposent, celui du *représentant* : abstrait, fonctionnel, cohérent, rassurant malgré les inquiétudes exprimées³, celui du *locataire*, concret, contradictoire, véhément, inquiétant.

On ne voit pas qu'il existe entre ces deux registres de vocabulaire et de significations d'articulation quelconque.

Dans le cas visé, il faut noter que telle responsable qui s'exprime exerce une responsabilité au niveau du quartier (dont le Sillon n'est qu'une partie) : ce double statut explique peut-être la profondeur du hiatus entre deux langages. Ces deux langages renvoient à deux saisies différentes de la réalité dont il va être à présent question.

Il est rare qu'une inquiétude apparaisse au sujet du langage employé ; aussi, lorsqu'un responsable prend conscience de l'effet dissuasif de la dénomination attribuée à un lieu de rencontre ouvert à tous et perçoit le caractère ségrégatif d'un certain langage, le cas mérite d'être signalé.

Un animateur remarque à propos de la faible fréquentation du centre socio-culturel : « enfin la démarche d'aller au centre... Le problème peut-être c'est qu'on a mis *centre socio-culturel*... c'est peut-être un mot qui déjà bloque ».

On comprend dès lors que pour l'essentiel les responsables identifient les mêmes difficultés, ce qui est déjà, comme on sait, preuve d'une affinité considérable entre leurs perspectives respectives. En effet, *la dialectique besoin-fonction est porteuse de certaines catégories de problèmes* ; celles-ci ne sont pas aléatoires. Dès lors responsables du contrôle et responsables de la gestion peuvent diverger sur l'appréciation de l'urgence respective des besoins et sur les moyens à mobiliser pour y faire face, ils évoquent le même type d'énoncé donc le même éventail de solutions. La fréquence de l'usage du mot *problème* est elle-même significative, car un problème c'est une difficulté *mise en forme* de telle façon qu'elle puisse être résolue. Son énonciation est moment décisif dans l'élaboration d'une décision ou mieux d'un flux décisionnel c'est-à-dire, d'une politique.

Au contraire, *les locataires de base* ont une image éclatée d'un vécu structuré, sans doute, par leur personnalité, mais non par les organisations. Ils expriment des colères, des satisfactions, de l'agressivité, non des stratégies ou des tactiques même lorsqu'ils tentent de saisir les sources des difficultés et d'imaginer telle solution.

Aussi bien cela est-il parfois exprimé nettement ; ainsi tel responsable de la gestion affirme : « c'est

plutôt nous qui nous posons des problèmes que des problèmes qui se posent ».

Comment s'étonner, dès lors, de l'assiette spontanément institutionnelle que ces derniers assignent aux problèmes retenus. *Géographiquement*, ils sont calqués sur *les limites du Sillon équipements compris* (ce que nous désignerons désormais comme le *dedans*), *fonctionnellement* ils sont conçus comme sectoriels.

Ceci se manifeste principalement par un fait remarquable, c'est que la plupart des responsables développent leur réflexion dans le cadre d'un *isolat Sillon*. Dans un langage savant, on pourrait dire que le Sillon est généralement perçu comme un système fermé dont le fonctionnement est essentiellement déterminé par des facteurs endogènes ; dès lors, les dysfonctionnements qui se font jour relèvent de *solutions internes* s'appuyant sur les équipements, les animateurs, l'information ou les moyens financiers suivant les cas.

A cet égard, la démarche paraît paradoxalement proche de celle des femmes ne travaillant pas ou travaillant à domicile à l'intérieur du Sillon qui développent un sentiment généralisé d'*enfermement*. Mais, ce qu'elles vivent de difficultés difficilement exprimables et impossibles à résoudre, les responsables l'explicitent en une terminologie abstraite et organisationnelle qui traduit la fermeture du Sillon en termes de *problèmes traitables* relevant d'un éventail de solutions plus ou moins éprouvées même si elles sont largement imaginaires.

Ainsi le médecin dont il a été question met-il l'accent sur la responsabilité des choix architecturaux dans le malaise qu'il exprime : c'est l'architecture qui pousse à l'isolement des individus et leur donne l'impression d'être menacés ; trois thèmes sont particulièrement obsédants : la *hauteur de la tour*, « son altitude » écrasante et « massifiante » ; les *ascenseurs* trop grands pour être autre chose que des transports collectifs véhiculant des usagers anonymes ; les « *couloirs* » sombres et menaçants, sortes « d'intestin⁴ » du monstre immobilier qui, non content de les engloutir, terrifie les petits hommes qui prétendent l'appivoiser en « l'animant ».

Aussi bien, pour ce médecin, pourtant préoccupé des facteurs sociaux des maladies, les « solutions » à envisager sont architecturales : il s'agit de

redonner un aspect « attirant » et réconfortant au Sillon par la couleur, l'éclairage, etc.

Un animateur socio-culturel, malgré la préoccupation qu'il exprime quant à l'emprise exercée sur la population du Sillon par les contraintes de la société globale, des conditions et du temps de travail, prononce ces mots qui indiquent à quel point il continue de subir l'influence de la conception de l'isolat-logement : « c'est la tour elle-même qui a créé tous ces problèmes ». Critiquant cette conception, le directeur de l'école lui en oppose une autre, issue du *quartier* sur lequel l'école est ouverte ; mais, ce faisant, il se nourrit à une même matrice institutionnelle. Il énonce : « tous les problèmes sont vus par le problème Sillon et non par le problème quartier ». Certes ces responsables invoquent l'importance de la société mais toujours comme un *dehors* qui s'efface lorsque sont évoqués les *problèmes du dedans*. Tout se passe comme si l'emprise du *dehors* sur le *dedans* était évoquée par une réflexion principalement intellectuelle et apprise alors que celle du *dedans* était issue d'un vécu rebelle à toute distanciation et tout puissant. Mais on peut penser que ce sont leurs pratiques respectives qui rivent responsables et femmes au foyer, à l'Isolat-Sillon. Pratique individuelle dans le second cas, pratique institutionnelle induite par les rapports entre organisations dans le premier, fondent les différences entre les deux situations en même temps que leur ressemblance soulignée plus haut. Pour les responsables en effet, lorsque leurs relations avec leur environnement se développent, se diversifient, s'étendent, leurs pratiques changent et changent aussi leurs conceptions des rapports entre le dehors et le dedans. Il va de soi que le conseiller municipal, même habitant le Sillon, même membre de tel de ses organes de gestion, est conduit par sa pratique essentielle à situer le Sillon dans un ensemble politique et social plus vaste et à s'ancrer au dehors pour saisir le dedans : celui-ci est pour lui, sous-système voire *faux ensemble éclaté entre plusieurs sous-systèmes*.

Aussi son discours est-il nettement différent ; voici celui d'un conseiller municipal : « finalement, c'est un peu illusion de vouloir créer un habitat idéal dans un contexte finalement tout à fait négatif... c'est-à-dire en fait... les conditions de travail... la durée du temps de travail... les conditions de

transport... et les salaires... et... finalement tout ce qui fait la vie d'un salarié d'aujourd'hui. »

Une remarque essentielle s'impose avant de conclure sur ce point ; la plupart de ces responsables indiquent, même s'ils ont partagé le projet initial du Sillon, qu'ils ont compris que c'était un mythe ; ils attestent ainsi de l'*échec de l'expérience par référence aux objectifs qu'elle s'était donnés*. Pourtant, sans paraître en prendre conscience, ils s'inscrivent dans la matrice idéologique même d'où le projet était issu : car ils disent toujours que c'est du dedans seul que l'on peut transformer le Sillon.

Pour ces protagonistes, le peu d'intérêt manifesté par les locataires n'est pas le signe que ceux-ci sont motivés ailleurs ou autrement, il révèle seulement leur *inertie*. En l'absence de moteur organisationnel ou lorsque le moteur n'a pas de prise sur les locataires, l'inertie de ceux-ci est postulée de façon presque définitive. Mais cette problématique est plus nette chez les représentants des syndicats de locataires que chez les responsables de la gestion ; car certains de ces derniers, notamment le gérant du Sillon, ont quelque inquiétude à ce sujet bien qu'ils soient entraînés par la logique de la situation dans laquelle ils sont impliqués.

Ainsi cette représentante d'un syndicat de locataires déclare à propos d'une amie absentéiste : « c'est le style de personne qui ne vient pas.. elle a pas envie de faire quelque chose... oui mais enfin elle refuse l'ouverture que pourrait lui apporter l'immeuble ».

Et, plus loin, cet étonnement réprobateur : « On trouve que plus les gens sont écrasés... pour des raisons... financières et autres... boulot... chômage et tout... moins ils essaient de s'en sortir. »

Le responsable du Sillon, lui, s'interroge avec quelque inquiétude et paraît plus conscient des dangers de l'orientation que nous évoquons : « On répond aux problèmes quotidiennement... qui effleurent... mais y a tout ce qu'on comprend pas... ou qu'on ne voit pas... on se pose des questions : qu'est-ce qui se passe, qu'est-ce que ça veut dire... bon, ils disent ça mais... »

Comment expliquer de telles différences d'optique entre responsables de la gestion et représentants du contrôle ? *Par la nature des pratiques et des légitimités respectives.*

La légitimité des syndicats de locataires tient à leur représentativité, donc à leur capacité de mobi-

liser une proportion importante des habitants du Sillon. Si cette représentativité est faible, ils seront donc tentés d'en chercher la cause, non dans l'orientation ou les modalités de leur action, ni dans les conditions sociales générales (ce qui condamnerait a priori ce type de syndicat) mais dans une inertie fondamentale mais non définitive qui peut être diminuée au prix d'efforts coûteux et exaltants.

« J'ai l'impression que c'est une passivité générale... on a pris le goût de vivre ... dans une certaine routine et puis on ne fait plus ... les choses ... on n'a plus envie d'aller ouvrir un peu les yeux à l'extérieur... »

Dans cette optique, l'absence des représentés ne signifie pas leur indifférence à une action qui ne les concernerait pas assez, elle signale une sorte de « fatigue musculaire » qu'il faut réparer et compenser. Interroger la signification profonde de cette *inertie* sera donc souvent moins leur fait que celui des responsables de la gestion. Au surplus le degré de militantisme, de « conscience » politique ou sociale du petit nombre de ceux qui soutiennent les organisations de contrôle, viennent leur conférer une légitimité compensatoire de type élitiste ; ils sont les initiateurs, les accoucheurs de forces encore obscures, les démiurges qui par leur clairvoyance et leurs efforts doivent transformer en énergie l'inertie naturelle. De ce point de vue, qui est celui de toute avant-garde, et qui conduit aisément au « despotisme éclairé », la faible représentativité est provisoirement justifiée et même nécessaire. (La logique de développement de cette conception, c'est l'augmentation du nombre des équipements, des animateurs ou des moyens fréquemment évoqués de toutes parts).

Les stratégies organisationnelles de la gestion et du contrôle sont complémentaires, malgré ou plutôt à cause des tensions ou conflits qui sous-tendent leurs rapports.

Ceci est exprimé plus clairement par le responsable de la gestion du Sillon que par les représentants du contrôle. C'est que le discours du premier est volontiers oecuménique (il a une vue globale du « fonctionnement » du Sillon et perçoit fort lucidement le rôle régulateur du contrôle) alors que celui des seconds est revendicatif et critique. Cela peut d'ailleurs conduire ces derniers à une analyse insuffisante du système politique dans lequel ils interviennent et à considérer les gestionnaires de l'office

comme leurs seuls « adversaires en tant que propriétaires », au sens précis du terme, du Sillon.

Par contre, la complémentarité des rôles organisationnels est très bien vue par le responsable du Sillon. Elle lui paraît d'ailleurs mise en oeuvre de façon moins satisfaisante au Sillon que dans d'autres grands ensembles. C'est donc à propos de l'un de ceux-ci, la Montagne, qu'il dessine le modèle, pour lui satisfaisant, de complémentarité en évoquant la grève des charges organisée à la Montagne et en la comparant à celle qui avait été poursuivie au Sillon.

« Ils ont très vite pigé ce qu'ils avaient à nous demander à nous, puis ce qu'ils avaient à demander aux pouvoirs publics... ils ne jouaient pas sur nous comme intermédiaires auprès des pouvoirs publics... ils estimaient que c'était à eux de créer le rapport de force avec les pouvoirs publics parce qu'ils en avaient la possibilité. »

Au contraire, au Sillon, en raison de leur plus faible audience, et aussi des orientations politiques plus ambitieuses et plus ambiguës de certains militants, les syndicats hésitent entre deux interprétations de leur rôle⁵ :

« De temps en temps... ils se mêlent des problèmes de gestion... dans d'autres moments, ils reculent en disant... ce n'est pas nos problèmes... nous on pose nos revendications et on vous demande de nous proposer des solutions... »

« C'est le va-et-vient entre l'attitude participationniste et puis... l'attitude contestatrice uniquement... »

Mais il ne fait pas de doute pour ce responsable qu'en dépit de ces va-et-vient, leurs fonctions sont nécessaires et utiles pour les gestionnaires et les locataires.

Leur mobilisation renforce l'influence du Sillon dans ses négociations avec l'extérieur (pouvoirs publics, mais aussi entreprise privée chargée d'assurer le chauffage, par exemple). D'autre part, « ils améliorent notre situation » déclare-t-il lorsqu'ils se livrent à une analyse sérieuse de la distribution des responsabilités entre le Sillon et les pouvoirs publics. En effet, « les gens ont quand même un peu plus confiance dans une analyse faite par un syndicat de locataires que dans la nôtre ».

Cette complémentarité profonde, malgré ses vicissitudes, est attestée par un exemple fort significatif cité par le responsable du Sillon et dans lequel il

s'est lui-même impliqué. Un syndicat de locataires avait publié un tract mettant en cause la gestion administrative du Sillon en avançant, semble-t-il, des informations discutables. Voilà comment le gestionnaire rapporte sa réaction : « L'autre jour, on a discuté avec un partisan de l'association... Je l'ai engueulé... C'est pas sérieux enfin... tu mériterais qu'on fasse une réponse... bon, on va pas le faire parce qu'on veut pas polémiquer avec vous et je crois que ça sert à rien ».

On comprend dès lors que ce qui différencie le responsable de la gestion des représentants du contrôle au plan du discours est en rapport étroit avec ce qui différencie leurs pratiques respectives ; parce que la légitimité du premier est « légale-rationnelle » et fondée sur l'expertise, on comprend que son discours fasse une part importante à l'horizon du moyen terme, à la *globalité* nécessaire de sa perspective, à la *cohérence* de ses projets et de ses réponses.

Ceci n'explique pas que sur la perception des étrangers par la population française du Sillon, il fasse écho, dans un langage beaucoup plus dru et proche de celui des locataires, aux angoisses, aux répulsions ou aux difficultés exprimées par ceux-ci.

Il semble que sur ce point les représentants du contrôle, occultent ou tout au moins filtrent les préoccupations des locataires. Leur idéologie politique (au sens large) peut s'accommoder de l'*inertie* des « masses », non de ce qu'ils ressentent comme leur « racisme » ou leur « perversité ». De plus, avant-garde éclairée, ils considèrent qu'ils ne sont pas de purs relais de transmission des locataires ; ils doivent les transformer, les éduquer, dès lors il leur appartient de transformer les discours sur les étrangers dans ce qu'ils ont « d'inconvenant » à leur sens. Aussi traduisent-ils timidement ces réactions dans un langage abstrait, celui de sociologues, et évoquent-ils le *seuil* dangereux au-delà duquel l'indifférence se transforme en hostilité.

Mais il serait exagéré, nous semble-t-il, de voir là une stratégie délibérée aux objectifs clairs ; en réalité, nous avons nettement le sentiment que prédomine la gêne et qu'il s'agit de la minimiser. On constate d'ailleurs au cours des entretiens que l'occultation augmente avec le degré de politisation du représentant syndical interrogé.

Conclusion

Pour autant, il serait excessif de pousser notre thèse jusqu'à identifier ces deux catégories de représentants que sont les gestionnaires et les « syndicalistes » ; ils sont soumis à des contraintes en partie différentes.

En effet, dans le cas étudié, l'appartenance de certains hommes à l'équipe initiale novatrice commune ⁶ a renforcé leur communauté de perspectives par rapport aux situations habituelles.

Normalement, le besoin de mobilisation est fondamental pour les associations alors qu'il est très second pour les gestionnaires.

Mais comment ne pas voir que les difficultés fréquentes de cette mobilisation tiennent à l'abîme qui sépare les militants des simples gens. Aux désirs contradictoires, entre lesquels ces derniers ne sauraient choisir sans se mutiler, les militants substituent des besoins définis, des priorités nettes, des demandes précises. Ne les condamnons pas trop vite car c'est inévitable ; et le pire serait qu'il n'y ait plus de militants ; mais ajoutons pour paraphraser Saint-Just « qu'on ne représente jamais innocemment ».

Lucien Nizard

NOTES :

¹ Cet article est tiré d'une étude dirigée par nous et financée par la DGRST : elle a été commandée au Centre Scientifique et Technique du Bâtiment. L'ouvrage revêt une forme collective ; nous n'avons utilisé ici que les parties qui ont été rédigées par nous-mêmes. Elles l'ont été entre 1976 et 1978 (cette dernière date est celle du rapport préliminaire d'où sont tirées ces analyses).

² Souligné par nous.

³ Parmi mille autres exemples citons cette courte phrase : « Le secteur est équipé en action sociale ».

⁴ Le mot est de nous mais nous paraît traduire fidèlement l'impression ressentie à la lecture des interviews.

⁵ Prévalence des militants communistes à la Montagne, P.S.U. puis P.S. au Sillon.

⁶ Le directeur de l'Organisme de gestion a en effet appartenu avec des responsables de l'Association au groupe d'idéologie socialiste P.S.U. qui avait conçu et poussé le projet d'un ensemble anti-ségrégationniste.